

Une histoire aussi vieille que le capitalisme

J.M. GAILLARD - Conseiller référendaire à la Cour des comptes

Le Monde, *Bilan économique et social*, 1996, pp. 26-27.

Qui aurait pu imaginer, il y a quelques années, qu'un concept et une réalité, l'un et l'autre si anciens, pourraient apparaître subitement comme des nouveautés bouleversantes et faire l'objet de débats enfiévrés ? Avec nos courtes mémoires, nous aurions donc oublié que par nature, et depuis ses origines, l'homme est échange et marché, producteur et consommateur, sans cesse en recherche de besoins à satisfaire, de profits à récolter, d'avantages comparatifs à exploiter. Sans remonter trop loin, et en nous plaçant d'un point de vue européen, on peut affirmer que la mondialisation, cette « économie-monde » chère à Fernand Braudel, date de cinq siècles déjà.

C'est alors que l'Europe s'est lancée à la découverte du monde et a entrepris de le structurer à son profit. Certes, notre continent n'était pas alors replié sur lui-même. Il était ouvert sur l'Afrique, du Maroc à l'Égypte, et ses marchands sillonnaient *Mare Nostrum*, cette fructueuse Méditerranée dont les ports livraient l'or de Guinée comme les épices ou les soieries venus d'Extrême-Orient. Mais ses horizons restent bornés et ses intermédiaires, musulmans.

Dès lors, portée par la soif de connaître et la volonté de maîtriser ses approvisionnements, l'Europe songe fébrilement aux routes d'Afrique et d'Asie. C'est ainsi que Colomb, cherchant les Indes, découvre l'Amérique et que Vasco de Gama double le cap de Bonne-Espérance. Pionniers, Espagnols et Portugais sont vite rejoints par les Hollandais, les Français, les Anglais. Tous découvrent, conquièrent, exploitent.

A la fin du XVIII^e siècle, le monde n'a plus de secrets pour les Européens, à l'exception du centre de l'Afrique ou de l'Asie et des zones polaires. La mondialisation des échanges est alors une réalité. Le grand commerce maritime en est le vecteur. France, Angleterre, Provinces-Unies et leurs « Compagnies des Indes » transportent cotonnades, épices, soies, thé, sucre, matières premières et minéraux, or et argent qui viennent alimenter la formidable machine à produire que devient alors

notre continent où naissent la croissance, l'usine, le capitalisme. Mais cette « économie-monde », dont le poumon est l'Europe, est aussi, déjà, monétaire et financière. Le centre en est Londres et son Royal Exchange, créé en 1694, devenu Stock Exchange, Bourse fondée à cet effet pour accélérer les échanges de marchandises et le commerce des capitaux et de l'argent.

Ainsi, entre 1500 et 1800, une économie mondialisée s'installe. L'Europe en est le centre. Elle fonctionne à son profit et marchandises comme capitaux circulent d'un continent à l'autre. Ce sont ces structures auxquelles le XIX^e siècle, temps exponentiel, va donner une ampleur que personne n'aurait pu imaginer. Désormais, tout se fabrique, se transforme, s'échange, sur un marché mondial rétréci par la révolution des transports matériels et virtuels, du chemin de fer au téléphone, du navire à vapeur au télégraphe, de l'automobile à la presse. Tout se rapproche. Uniformisation, unification, homogénéisation sont les maîtres mots d'une époque d'horizons élargis, de décloisonnements massifs, de circulations incessantes, de temps compressés, d'information instantanée. Plus que tout, l'intensification des échanges donne l'idée du degré de mondialisation. Une énorme production industrielle et agricole sillonne la planète dans le cadre d'une économie de libre-échange. Les barrières douanières ont été abolies ou alors maintenues sur la base de tarifs modérés et stables.

Sur ce marché mondial unique où la rapidité des transports et l'usage des télécommunications permettent un jeu quasi en temps réel de l'offre et de la demande, chaque marchandise peut être dotée d'un prix mondial unique, fixé dans les Bourses de commerce de Winnipeg, Hambourg ou Londres. Et, comme les monnaies, dans le cadre du système de l'étalon-or, avaient des valeurs fixes et s'échangeaient sans entraves, ce marché unique constituait une seule entité où chacun circulait et commerçait en toute liberté et sécurité. Dès lors, le commerce extérieur des métropoles européennes

explose: 2,5 milliards de francs pour la France en 1847 et 15 milliards en 1913 ; 13 milliards à 35 milliards pour l'Angleterre entre 1870 et 1944; 5 à 25 milliards pour l'Allemagne aux mêmes dates. Comme l'écrivait Keynes, « *l'internationalisation de la vie économique était alors à peu près complète* ». Elle est accélérée encore par la colonisation et le « partage du monde » entre pays européens, mais aussi par la libre et massive circulation des capitaux. Sous forme d'investissements productifs, de prêts à court terme sur les marchés financiers et monétaires (prêts au jour le jour, reports en Bourse, achats de traites sur les places de Paris, Londres ou Berlin), d'emprunts publics souscrits par les Etats, l'Europe nourrit cette économie de ses placements et en retire des bénéfices considérables. Exportant massivement ses capitaux, elle est le banquier du monde. Sur les 150 milliards de francs de capitaux ainsi placés sur l'ensemble de la planète, plus de 50% sont britanniques et 30% français.

Après la phase de fragmentation des espaces et de recul de la mondialisation, qui va de 1917 à 1945, le capitalisme, auquel échappent les pays communistes, n'en réussit pas moins, dès les années 50, à recréer peu à peu un espace de libre circulation des marchandises et des capitaux sous l'égide de la nouvelle puissance dominante que sont les Etats-Unis. Dans le cadre du GATT, ou d'accords régionaux comme la CEE, la marche vers la liberté des échanges reprend. Les reconstructions achevées et la croissance retrouvée favorisent un essor sans précédent du commerce international. De 1960 à 1973, les échanges mondiaux ont triplé. Autour des trois grands pôles (Etats-Unis, Europe, Japon) qui réalisent à eux seuls 66% des échanges et dont 12 % de la production est destinée aux marchés extérieurs, une économie-monde se reconstitue, favorisée par le développement des relations commerciales entre systèmes capitaliste et socialiste rendu possible par la détente ainsi que par l'intégration des pays en développement fournisseurs d'énergie et de matières premières et acheteurs de produits manufacturés.

Avant même l'effondrement du communisme, les échanges continuent à croître fortement. Ils

sextuplent en valeur entre 1973 et 1989 (574 à 3470 milliards de dollars). Après le Kennedy Round clos en 1967, le Tokyo Round permet, en attendant les résultats de l'Uruguay round ouvert en septembre 1986 à Punta del Este, de décloisonner encore les marchés dans le cadre de l'accord signé au GATT en avril 1979 qui prévoyait une réduction de plus d'un tiers des droits de douane à partir de 1980.

Depuis lors, ce que l'on appelle la mondialisation n'a été rien d'autre que l'unité retrouvée d'un marché mondial global dont la guerre de 1914-1918 avait marqué la fin provisoire. A l'image de ce que l'on avait constaté au début du siècle, la mondialisation d'aujourd'hui a les mêmes causes : hausse de la demande liée à la hausse des niveaux de vie et de la population à laquelle s'ajoutent les besoins des anciens pays communistes ; révolution des transports et des moyens de communication qui accélèrent encore la circulation des marchandises, des capitaux, des informations ; l'essor des firmes transnationales et des places financières internationales ; le règne du libre échange sous l'égide du GATT puis de la nouvelle OMC. En 1995, les échanges de marchandises et de services ont atteint un nouveau record, au-delà des 6 000 milliards de dollars. Ce record est battu en 1996, tandis que le poids des services, des invisibles, du virtuel ne cesse de croître et que la croissance du commerce l'emporte sur celle de la production. Ainsi, la mondialisation est une vieille histoire. Fille du capitalisme, elle a souffert du socialisme mais l'a vaincu. Reste poser, comme en 1914, le problème de la gestion : sauvage et libérale pour les uns, adepte du darwinisme économique ; policée et régulée pour les autres, partisan d'un gouvernement économique et financier multilatéral du monde. Certains utilisent la mondialisation pour pressurer les travailleurs, d'autres l'invoquent pour appeler à s'en protéger et la diaboliser. Ne faut-il pas seulement la traiter pour ce qu'elle est : une accélération d'un processus ancien et structurel, qui appelle des réponses collectives, négociées et équilibrées, au sein des entreprises, des Etats, entre les blocs régionaux et au niveau mondial ?